

1. LE DISPOSITIF

A- Qu'est-ce que l'Aide sociale à l'hébergement pour les personnes en situation de handicap ?

Il s'agit de la prise en charge des frais d'hébergement en établissement. Les personnes en situation de handicap qui ne disposent pas de ressources suffisantes peuvent bénéficier de la prise en charge de leurs frais de séjour.

Références

Code de l'action sociale et des familles (CASF)
Art. L114-1 et suivants, Art. L132-1 à L132-4, Art. L242-4 et suivants, Art. L344-5, L344-5-1, Art. L241-1, Art. R241-1 et R344-29, Art. D344-34 et suivants, Art. L344-1 et suivants, Art. D311

B- Qui peut en bénéficier ?

Les personnes en situation de handicap peuvent bénéficier d'une prise en charge de leurs frais d'hébergement en établissement, dès lors que la Commission pour les droits et l'autonomie des personnes en situation de handicap (CDAPH) a validé leur orientation, et qu'une demande d'aide sociale a été sollicitée.

Dans le cadre d'un accueil en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), le demandeur doit :

- être âgé d'au moins 60 ans et avoir bénéficié d'une reconnaissance de son handicap avant cet âge ;
- ou s'il a moins de 60 ans, fournir un courrier relatant le projet de vie ainsi que les justificatifs des démarches entamées auprès des établissements conformément à l'orientation proposée par la CDAPH. Cette demande est soumise à la validation d'un médecin de la MDPH.

L'aide sociale à l'hébergement n'est pas cumulable avec l'aide-ménagère.

C- Où faire la demande ?

Le dossier doit être déposé auprès du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui le retourne complet au Département dans le mois de réception, après y avoir apposé un avis.

D- Quelle est la procédure d'attribution ?

L'admission à l'aide sociale est prononcée pour la durée fixée par le Président du Conseil départemental (ou 10 ans pour un accueil en EHPAD). La demande doit être renouvelée six mois avant le terme de la période.

Elle est rejetée notamment si les ressources du demandeur suffisent pour couvrir les frais d'hébergement.

Tout changement dans la situation du bénéficiaire doit être signalé au Département même après notification de la décision.

E- Recours

Les décisions individuelles prises en application du Règlement départemental d'aide sociale peuvent être contestées dans le délai de deux mois à compter de leur notification (cf. fiche « le droit des usagers »).

F- Participation du bénéficiaire

La personne en situation de handicap participe au règlement de ses frais d'hébergement et d'entretien en fonction du type d'hébergement (permanent, partiel ou temporaire). Le détail des modalités de participation se trouve dans l'annexe : les tableaux récapitulatifs des minima de ressources laissées aux personnes en situation de handicap accueillies en établissement.

**L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE A L'HÉBERGEMENT
EN FAVEUR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
EN ÉTABLISSEMENT MÉDICO-SOCIAL ET ACCUEIL FAMILIAL AGRÉÉ**

**FICHE
N° 75**

Chaque année, le bénéficiaire doit communiquer au Département son avis d'imposition sur le revenu et une déclaration de ressources. Celle-ci lui permet de mentionner les charges considérées comme obligatoires qui sont déduites de sa participation.

Il s'agit :

- des obligations fiscales : impôts sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière ;
- des frais de tutelle ;
- des frais de mutuelle.

G- Versement de l'aide

Après accord de l'aide sociale, le Département prend en charge les frais d'hébergement.

Le Département applique le système de la facturation nette (sauf pour l'accueil familial) ou dotation : il règle les frais directement à l'établissement sur facturation, déduction faite de la participation du résident. A charge pour l'établissement d'organiser le recouvrement de cette participation sur la base des éléments communiqués par le Département.

En cas d'absence du bénéficiaire inférieure à 72 heures : l'établissement procède à la facturation du prix de journée.

Se reporter à la fiche « facturation des établissements et services sociaux et médico sociaux » pour le détail des dispositions relatives aux absences supérieures à 72 heures.

Les sommes versées par le Département font l'objet d'un recours sur succession (cf. fiche « la récupération de la créance d'aide sociale à l'hébergement »).

2. OÙ SE RENSEIGNER ?

- La Maison de l'Autonomie.
- La direction des Ressources et de l'Offre médico-sociale.
- Les Agences Départementales des Solidarités.

3. À CONSULTER SUR www.loiret.fr

Le formulaire de demande d'aide sociale départementale.